

Chaque année nous célébrons la Journée des droits des femmes dans un contexte mondial différent, et chaque année ce contexte nous apporte malheureusement de nouveaux arguments pour continuer à rester mobilisés. Cette année mon regard s'est particulièrement tourné vers les Etats-Unis de Trump ou la Russie de Poutine. Ces deux pays montrent qu'un retour en arrière est toujours possible des droits de la moitié de la population.



Aux Etats-Unis, l'une des premières mesures de l'administration Trump a été de suspendre les subventions aux associations internationales permettant l'avortement.

En Russie le mercredi 25 janvier, la Douma a discuté d'une proposition de loi sur les violences domestiques, qui prévoit une simple peine d'amende pour

les auteurs de violences domestiques, contre deux ans et demi auparavant. La loi a été adoptée par 385 voix contre deux. Notre consternation est d'autant plus grande que la proposition émanait d'une femme, la députée Olga Batalina, et qu'elle a été défendue au Sénat par la sénatrice Elena Mizoulina, elle-même à l'origine d'une loi contre la « *propagande homosexuelle* », d'une proposition pour taxer les divorces et connue pour être une opposante à l'IVG. Elle met en avant la « *préservation des valeurs traditionnelles familiales* ».



Cela rappelle à tous que défendre les droits des femmes ou s'y opposer c'est proposer un modèle de société. En Russie des femmes et des hommes combattent les droits des autres femmes au nom d'une société patriarcale, virile, écrasante. A côté de cela d'autres femmes et hommes russes ont appelé à une manifestation le 4 février car chaque année, 10 000 femmes meurent en Russie de violences conjugales. Eux luttent pour une société avec davantage de justice, d'égalité et donc une société pacifiée.



Cela rappelle à toutes et tous que ce n'est pas parce qu'on est une femme qu'on défend les droits des Femmes. C'est une question de choix politique avant tout, celui d'un projet de société. Ici des femmes du camp de Rieucros ont célébré le 8 mars, plusieurs d'entre elles ont aussi été en lien avec la résistance. Célébrer la journée des droits des femmes n'est donc pas qu'une question catégorielle mais une vision globale et progressiste de toute la société.

La Lozère Nouvelle du 16 mars 2017

L'ACTU LOCAL

CER Benjamin-Bardy

Camp de Rieucros : se souvenir

Un camp d'internement français à Mende pour la mise à l'écart des étrangers, possibles fauteurs de troubles, "des indésirables" selon le terme du décret-loi de novembre 1938 signé par Édouard Daladier ?

Ce sera une triste et révoltante réalité de janvier 1939 à février 1942 avec le Camp de Rieucros, placé sous l'autorité du ministère de l'Intérieur et sous la responsabilité du préfet de la Lozère... Y seront d'abord internés des hommes refoulés d'Espagne, pour la plupart membres de Brigades internationales. Puis, il deviendra officiellement, en octobre 1939, "un camp de rassemblement pour étrangères".

Qui étaient-elles ces quelque 300 détenues (en moyenne) ? Un mélange de 26 nationalités, d'âges divers et aux motifs d'internement bien différents : raisons politiques - plus particulièrement sous le régime de Vichy - pour la plupart des Françaises militantes (communistes, syndicalistes, résistantes, gaullistes) tout comme la plupart des étrangères mais aussi pour des motifs moraux ou même des délits et pour d'autres enfin "sans motif connu". Des enfants ? 41 (en juin 1940) dans le camp selon les rapports hebdomadaires ; on a dénombré au moins 6 naissances à Rieucros...

Leur vie s'écoule lentement et douloureusement dans ces baraquements exposés aux aléas météorologiques, à l'hygiène douteuse, à la sous-alimentation (à partir de juin 1940) et aux maladies et épidémies... Les internées ne subirent pas des brutalités comme dans d'autres camps français mais la souffrance n'en fut pas moins quotidienne. Toutefois, face à cette adversité imposée, leur solidarité ne restera pas un vain mot !

D'abord rejeté par la population locale, anxieuse et "modelée" par un déchaînement de la presse, Rieucros et ses captives fut peu à peu mieux "connu" grâce notamment à l'action du maire Henri Bourrillon : exposition en Mairie (mai 1940) de leurs réalisations en bois et en raphia, tickets de rationnement et repas de Noël offerts, scolarisation des adolescents...

C'est cette triste et dramatique "France des camps" que, le 8 mars, Mado Deshours et Samuel Caldier ont évoquée lors de la conférence donnée au CER Benjamin-Bardy en présentant le camp de Rieucros.

S'appuyant à la fois sur des documents historiques et sur le travail de l'association *Pour le Souvenir du camp de Rieucros*, tous deux ont permis à la très nombreuse assistance (le local du



Samuel Caldier et Mado Deshours

CER se révélant trop exigu !) de découvrir ou de redécouvrir ce pan encore douloureux de l'histoire mendoise. Qu'ils soient vivement remerciés !

L'histoire de ces jeunes femmes dignes et fortes - Dora Schaul, Angélita et leurs compagnes d'infortune - ou de leurs enfants comme l'écrivain Michel Del-Castillo, est une histoire à méditer car, selon les mots d'Élie Wiesel : « Il n'y a pas d'avenir sans mémoire ».

AGENDA

Le CER vous invite mercredi 22 mars, à 17h30, à la Maison Colucci, à une conférence sur le château du Tournel, par Pascal Beaury. Conférence gratuite et ouverte à tous. Toutes les infos sur cer48.fr

